

FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

INVESTIR

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Selon le [Rapport mondial sur l'investissement 2023](#) de la CNUCED, le Canada a attiré 52,6 milliards de dollars d'IDE en 2022, soit une baisse de 19,8 % par rapport à 2021, année où les entrées d'IDE ont atteint 65,6 milliards de dollars. Au cours de la même année, le stock d'IDE s'est élevé à 1,44 billion de dollars. Selon les dernières données de l'OCDE, les entrées d'IDE au Canada ont augmenté au premier semestre 2023, atteignant 29,3 milliards de dollars, contre 25,4 au cours de la même période un an plus tôt. Les États-Unis et l'UE sont les principaux investisseurs au Canada : 51,5 % du stock est détenu par les États-Unis, suivis par le Royaume-Uni (6,5 %), la Suisse (4,4 %) et le Japon (4,2 %). Les Pays-Bas (3,6 %), la Chine (3,1 %) et l'Allemagne (2,9 %) sont d'autres grands pays investisseurs (par contrepartie ultime - données de l'OCDE). Les investissements sont principalement orientés vers la finance et l'assurance (36 %), l'exploitation minière et l'exploitation de carrières (21 %), la fabrication (19 %), le commerce de gros et de détail (13,2 %). Les principaux projets d'IDE annoncés ces dernières années comprennent l'investissement de 5 milliards de dollars CAD de LG Energy Solution et Stellantis dans une nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques à Windsor, en Ontario, et l'investissement de 1,8 milliard de dollars CAD de Ford pour transformer le complexe d'assemblage d'Oakville en un pôle de fabrication de véhicules électriques comprenant l'assemblage de véhicules et de batteries.

En 2020, l'ACEUM (Accord Canada-États-Unis-Mexique, une version mise à jour de l'ALENA) est entré en vigueur, avec un impact potentiellement décisif sur les entrées et sorties d'investissements au Canada, tout comme l'Accord économique et commercial global (AECG) signé avec l'UE et actuellement appliqué de manière provisoire, dans la mesure où la ratification par les États membres individuels de l'UE est toujours en attente. Dans le même temps, le Canada a renforcé le contrôle de certains investissements étrangers en vertu de la Loi sur Investissement Canada (LIC) dans des secteurs liés à la santé publique ou impliqués dans la fourniture de biens et services critiques. En décembre 2022, le gouvernement fédéral a proposé une refonte des règles sur les investissements étrangers pour donner au gouvernement un pouvoir accru d'examiner et éventuellement de bloquer les accords internationaux présentant des risques pour la sécurité nationale. Les amendements proposés à la Loi sur Investissement Canada (LIC) comprennent une exigence pour les investisseurs étrangers dans certains secteurs canadiens (y compris les technologies sensibles, les minéraux critiques et ceux traitant des informations personnelles) de notifier le gouvernement avant de finaliser les accords. Cette proposition est intervenue après que le Canada a ordonné à trois entreprises chinoises de céder leurs investissements dans les minéraux critiques du Canada en raison de préoccupations pour la sécurité nationale. En 2023, le Canada a élargi la portée de son cadre d'examen des IDE et a publié une déclaration de politique pour préciser que les investissements dans des entités et des actifs canadiens par des entreprises publiques opérant dans des secteurs de minéraux critiques pourraient être considérés comme préjudiciables à la sécurité nationale en vertu de la Loi sur Investissement Canada. Cette politique est applicable à toutes les étapes de la chaîne de valeur et englobe divers types d'investissements, indépendamment de leur valeur ou de leur niveau de contrôle. Le Canada bénéficie d'un climat des affaires favorable ; le pays se classe au 63e rang sur 82 pays dans le classement de l'environnement des affaires de The Economist et au 15e rang dans l'[Indice de compétitivité mondiale](#) publié par l'International Institute for Management Development (IMD). Certaines des forces du pays sont la facilité de démarrage d'une entreprise et l'obtention de crédit, une main-d'œuvre bien éduquée et une bonne infrastructure, des ressources énergétiques et minérales abondantes et diversifiées, et un secteur bancaire solide. Cependant, le Canada reste fortement dépendant des États-Unis (détention d'environ la moitié du stock d'IDE et représentant environ les deux tiers des exportations du pays) et des fluctuations des prix internationaux des matières premières, ainsi qu'un niveau élevé d'endettement des ménages. Enfin, le Canada se classe 15e parmi les 132 économies sur l'[Indice mondial de l'innovation 2023](#) et 16e sur 184 pays sur l'[Indice de la liberté économique 2023](#).

| Investissement Direct Etranger | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 26.884 | 65.659 | 52.633 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 1.184.775 | 1.442.334 | 1.439.848 |
| Nombre d'investissements greenfield* | 324 | 379 | 394 |
| Value of Greenfield Investments (million USD) | 17.307 | 23.228 | 20.865 |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

| Comparaison internationale de la protection des investisseurs | Canada | OCDE | Etats-Unis | Allemagne |
|---|--------|------|------------|-----------|
| Index de transparence des transactions* | 8,0 | 6,5 | 7,0 | 5,0 |
| Index de responsabilité des managers** | 9,0 | 5,3 | 9,0 | 5,0 |
| Index de pouvoir des actionnaires*** | 9,0 | 7,3 | 9,0 | 5,0 |

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

POURQUOI CHOISIR D'INVESTIR AU CANADA

Les points forts

Avantages pour les IDE au Canada :

- Une main-d'œuvre qualifiée et un haut pouvoir d'achat ;
- Un climat des affaires accueillant ;
- D'importantes réserves de gaz, de pétrole et de minerais ;
- Un secteur bancaire sain ;
- Un accès à un marché régional incomparable (ACEUM), doublé d'une forte intégration commerciale internationale ;
- Une économie dynamique, qui dispose d'un marché de plus de 38 millions de consommateurs ;
- Des infrastructures sophistiquées et des réseaux de transport très modernes.

Les points faibles

Inconvénients pour les IDE au Canada :

- Une très forte exposition à l'économie américaine, notamment une dépendance à l'exportation vers les États-Unis ;
- Une sensibilité aux prix internationaux des matières premières et aux revenus du gouvernement qui dépendent trop du pétrole ;
- Un important endettement des ménages (186.2 % du revenu disponible) ;
- Une baisse de la productivité dans l'industrie manufacturière ;
- Une diminution de la population active.

Les mesures mises en place par le gouvernement

Le Canada offre aux entreprises un faible taux d'imposition et un très bon climat d'affaires. Le coût total de la taxe professionnelle est de loin le plus bas parmi les pays du G7.

Les entreprises qui investissent au Canada peuvent bénéficier de toute une série d'incitations et de programmes de crédit d'impôt :

- Recherche scientifique et développement expérimental
- Incitatif à l'investissement accéléré

- Fonds stratégique pour l'innovation
- Stratégie en matière de compétences mondiales
- Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle
- Initiative des supergrappes d'innovation

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site [Invest in Canada](#), qui est l'agence canadienne de promotion et d'attraction des investissements mondiaux.

Chaque province et territoire canadien dispose d'agences dédiées à la promotion des investissements qui répertorient les mesures existantes.

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Les secteurs économiques clés

Technologie, industrie manufacturière avancée, ressources naturelles, divertissement et médias, agroalimentaire, cleantech et sciences de la vie.

Les secteurs à fort potentiel

Technologies de l'information et de la communication (big data, Internet des objets, intelligence artificielle, cyber-sécurité, notamment), biotechnologies, santé (importance croissante du secteur avec le vieillissement de la population), télécommunications, environnement (énergies renouvelables et technologies de protection environnementale), industrie chimique et tourisme.

Les programmes de privatisation

Actuellement, la privatisation des soins est évoquée dans le secteur de la santé. Cette question est étudiée par le gouvernement et les entités parties prenantes du secteur.

Dans le secteur des infrastructures routières, plusieurs ouvrages ont été réalisés en PPP (Partenariat Public Privé). 291 PPP sont actuellement en cours au Canada pour un montant total de plus de 139,48 milliards CAD.

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[Merx](#), Appels d'offres publics canadiens

[Tenders Info](#), Appels d'offres au Canada

[PODS Providers](#), Appels d'offres publics au Canada

[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

[Buy and Sell Canada](#), Travaux et services publics Canada

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques

Plusieurs secteurs sont des monopoles provinciaux ou fédéraux au Canada, entre autres : la santé, l'importation d'alcool, l'énergie, les systèmes routiers et l'éducation.

Les IDE sont limités dans certains secteurs (radiodiffusion et télécommunications, services de transport aérien, production d'uranium, banques).

Les secteurs en déclin

Tous les secteurs manufacturiers, particulièrement de la fabrication de meubles et l'industrie du vêtement.

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement

[Banque de développement du Canada](#)

[Affaires mondiales Canada \(Gouvernement du Canada\)](#)

[Invest in Canada \(Agence canadienne d'attraction et de promotion des investissements\)](#)

[Commerce international et investissement \(Gouvernement du Canada\)](#)

Les autres ressources utiles

[Investissement Canada - Initiatives des communautés](#)

[Investissement Québec](#)

[Manitoba Trade and Investment \(en anglais\)](#)

[Investir en Alberta \(en anglais\)](#)

[Investir en Colombie-Britannique \(en anglais\)](#)

[Investir au Nouveau-Brunswick](#)

[Investir à Terre-Neuve-et-Labrador](#)

Les guides de l'investisseur

[Guide pour faire des affaires au Canada \(Gowling WLG\)](#)

[Doing Business in Canada \(Fasken\)](#)

[Faire des affaires au Canada \(Thomson Reuters Practical Law\)](#)